

Le libre capitalisme au secours de la planète : face au dérèglement climatique, le laissez-faire [i.e. laisser-faire] arrivera trop tard

Autor(en): **Ghelfi, Jean-Pierre**

Objektyp: **Article**

Zeitschrift: **Domaine public**

Band (Jahr): - **(2020)**

Heft 2270

PDF erstellt am: **13.09.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-1024035>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Le libre capitalisme au secours de la planète

Face au dérèglement climatique, le laissez-faire arrivera trop tard

Jean-Pierre Ghelfi - 15 janvier 2020 - URL: <https://www.domainepublic.ch/articles/35956>

Faut-il que la vague verte et les interventions de Greta Thunberg déstabilisent la bourgeoisie helvétique pour que la NZZ se sente obligée, à la veille du Nouvel An, de rassurer ses lectrices et lecteurs habituels! Sous un titre accrocheur occupant toute la largeur de sa première page, [Die Jugend hat recht](#), le quotidien zurichois publie un plaidoyer pour expliquer que le capitalisme n'est pas le problème, mais bien la solution aux questions soulevées par les dérèglements climatiques.

Les arguments invoqués demeurent cependant d'une pauvreté affligeante. Ils sont puisés dans un bréviaire élémentaire du libéralisme économique. On croirait lire, pour celles et ceux qui s'en souviennent, un condensé du «livre blanc» de David de Pury, [Ayons le courage d'un nouveau départ](#), contresigné par tous les grands patrons du capitalisme helvétique de l'époque (aucune femme ne figure au générique).

La créativité infinie de la concurrence et de la liberté d'entreprise, nous dit la NZZ, a permis de sortir l'humanité de la pauvreté, de l'ignorance et de la maladie. Ce sont ces mêmes vertus qui permettront à notre planète de ne pas se réchauffer inconsidérément. Et d'affirmer, en conclusion, que nous pouvons, avec la jeunesse, envisager l'an 2020 et l'avenir

avec plus de confiance que Greta ne le fait.

Examen de conscience inutile

Entretemps, le journal a bien concédé que certains changements sont nécessaires. Par exemple, il importe de mettre fin au lobbyisme qui permet à de grandes entreprises, à des organisations professionnelles et à des politiciens d'obtenir des avantages indus. Il faut aussi veiller à garantir un système concurrentiel plus efficace et poser des limites claires aux aides publiques. L'Etat doit limiter ses interventions à deux fins précises: fixer le cadre général et les règles d'organisation de la société d'une part et, d'autre part, garantir la protection des droits de propriété. Une petite touche sociale est consentie à l'égard des perdants des changements technologiques, en favorisant leur formation continue (leur recyclage, comme on dit élégamment), et en leur assurant une certaine sécurité en matière sociale (*eine gewisse soziale Absicherung*).

Inutile de chercher un éventuel lien entre capitalisme et dégradation de l'environnement, puisqu'il n'y en a pas. Aucune raison donc de procéder à un quelconque

examen de conscience. Non seulement le capitalisme ne porte aucune responsabilité, mais en plus c'est lui qui fournira les solutions techniques qui permettront d'éviter que le réchauffement de la Terre dépasse 2°C. Texto! La [Banque mondiale](#) a une approche plus nuancée. Si le commerce international permet de réduire la pauvreté, il est en revanche dommageable pour l'environnement.

Ironie mise à part, il faut admettre que la concurrence est préférable aux monopoles et que la liberté vaut mieux que la dictature. Ces deux principes posés ne permettent cependant pas de tirer la conclusion que le «libre capitalisme» pourrait parvenir à proposer les remèdes aux dérèglements climatiques. D'ailleurs ce libre capitalisme n'est pas aussi libre qu'il veut le faire croire. Que serait-il si l'Etat ne prenait pas en charge l'éducation, la formation et la recherche, l'organisation des systèmes de santé et de sécurité sociale, le développement des infrastructures de transport, la sécurité publique, les accords internationaux de libre-échange?

Trois erreurs de raisonnement

Là réside la contradiction entre la théorie et la pratique. Le

capitalisme prétend que son potentiel de croissance s'exprimerait d'autant mieux que l'Etat serait minimal («*Tout franc prélevé par l'Etat et sa bureaucratie est un franc de moins dans le portemonnaie des consommateurs et des investisseurs innovateurs*» dit la NZZ). Affirmation douteuse puisqu'en réalité, la forme et le rythme de la croissance économique dépendent largement d'un Etat qui assure toutes les grandes fonctions de base de la société. Sans elles, il ne pourrait tout simplement pas se déployer ni prospérer.

Dans le contexte de la lutte contre le réchauffement climatique, l'argumentation du quotidien zurichois, porte-parole quasi attitré du PLR, souffre de trois erreurs de raisonnement.

Les maux dont la Terre est affectée découlent pour l'essentiel de techniques de production, de transports et de commercialisation que les entrepreneurs innovateurs ont mis en place. Ce ne sont pas les Etats, démocratiques ou non, qui les ont inventées et/ou imposées.

Les «*libres capitalistes*» se soucient de la lutte contre les dérèglements climatiques et plus généralement d'un usage raisonné et raisonnable des ressources naturelles comme de leur première chaussette. Non seulement ils manifestent leur réticence, sinon leur opposition aux mesures

envisagées pour contrer cette évolution dommageable. Mais ils font tout ce qui est en leur pouvoir pour en réduire et/ou en retarder l'application. Ils n'adaptent leur modèle d'affaires pour devenir un peu moins pollués que lorsqu'ils y sont contraints.

Le réchauffement attendra

Ce n'est qu'à partir du moment où la lutte contre les dérèglements climatiques pourrait ouvrir de nouveaux marchés que les capitalistes innovateurs commencent à apparaître. Cette manifestation n'est pas le fait de leur infinie inventivité, mais la conséquence des décisions prises par les Etats. Pour autant, évidemment, que ces derniers prennent leurs responsabilités. Ce qui n'est de loin pas toujours le cas. Les gouvernements des plus grands pays continuent de nier la réalité du phénomène - Etats-Unis, Brésil, Inde, Australie. La Chine, en dépit de ses proclamations, est devenue le premier émetteur mondial de gaz à effet de serre et multiplie les projets de construction de nouvelles centrales au charbon.

La troisième erreur est peut-être la plus grave. La NZZ écrit que la solution aux dérèglements climatiques viendra peut-être d'innovations qui n'existent pas encore. Ce raisonnement suppose que nous aurions tout le temps devant nous, comme si le

réchauffement climatique pouvait faire une pause et attendre que de nouvelles techniques, à supposer qu'elles existent, aient été mises au point pour l'endiguer. Cette approche fait peu de cas de ce que nous disent les scientifiques depuis de très nombreuses années. Ils observent plutôt une accélération des phénomènes. Les réalités mesurées actuellement dépassent le rythme et l'ampleur des dégradations qu'ils avaient estimées antérieurement.

Tous les rapports publiés par des organisations internationales et des organismes scientifiques mettent en évidence le décalage entre les proclamations gouvernementales et la réalité. L'écart ne cesse de se creuser entre ce qu'il faudrait faire pour respecter les Accords de Paris (2015) et ce qui est fait. L'objectif d'éviter que le réchauffement climatique augmente de plus de 1,5°C par rapport aux températures de l'ère préindustrielle devient de plus en plus difficile à atteindre.

Il y a donc une urgence certaine à agir. La NZZ ne semble pas vouloir prendre en compte ces données. Probablement parce que tout son argumentaire sur les vertus du libre capitalisme pour trouver des parades aux dérèglements climatiques s'effondrerait.